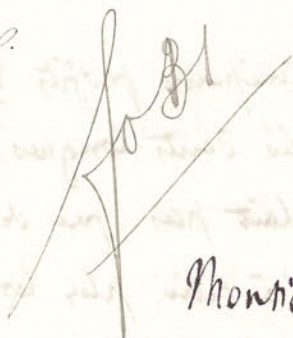


Légation de Suisse  
en  
France.

Paris, le 8 avril 1890

En circulation  
G. N. 90



Monsieur le Conseiller fédéral

Le passage à Paris du prince de Galles revenant de Berlin pour se rendre à Cannes, les conversations qu'il a eues ici & d'autres renseignements me permettant de vous adresser le rapport suivant sur les impressions que les derniers événements de Berlin paraissent avoir produites dans les cercles gouvernementaux britanniques; je ne donne pas ces impressions pour la vérité vraie, sachant à quel point les questions de personnes ont pu contribuer à les modifier, mais je crois qu'il est bon de les noter.

Et d'abord, qui a poussé l'Empereur Guillaume II à se séparer du prince Bismarck? Indépendamment d'une foule de motifs personnels à l'Empereur & que M. Roth vous a signalés dans ses rapports, il paraît que le parti militaire a surtout travaillé à la chute de

Au Département  
fédéral des affaires étrangères

Berne





Chancelier ; il comptait en retirer les principaux profits & tous les  
 Robereaux profiteurs, tant beaucoup ont les dents longues, comptaient  
 sur la curée. Mais l'Empereur ne voulait plus de la tutelle  
 du parti militaire qu'il n'était disposé à subir plus longtemps  
 celle du solitaire de Friedrichsruhe. Le parti militaire est donc de  
 mauvaise humeur, car M. de Caprivi n'est pas son homme ; il est  
 un instrument dans la main de l'Empereur.

Deuxième point : Guillaume II, une fois la démission donnée par  
 M. de Brimmarck ou sur le point de l'être, a dit à son ami le Lt Waldsee :  
 " Eh bien, c'est à peu près fait ; vous allez être Chancelier de l'Empire. " —  
 L'Empereur croyait que cela allait de soi & n'avait pas sondé le  
 terrain de ce côté. Il a donc été extrêmement surpris du refus  
 catégorique du chef de l'état major général, qui lui a déclaré : " Je suis  
 soldat & ne connais rien à la politique ; laissez moi à mon métier. "

Guillaume II a fait alors appel au général de Caprivi, qui a également  
 refusé, mais le jeune souverain, fort peu satisfait, a donné à  
 M. de Caprivi l'ordre formel d'accepter, & M. de Caprivi aurait  
 alors déclaré qu'ayant toujours obéi comme soldat, il se soumettait  
 à un ordre.

Quant au poste de ministre des affaires étrangères, Guillaume II était  
 convaincu que le Comte Herbert resterait malgré le départ de son père ;



il aurait donc été fort surpris, décontenancé même de la déclaration du Comte qu'il habitait à aller prendre chez son père ses instructions lorsqu'il n'était pas certain d'avance d'agir en communauté d'idées avec lui, il ne pouvait lui convenir d'aller en chercher chez d'autres après avoir eu un tel maître. De très grands efforts auraient été faits par l'Empereur auprès d'Herbert de Bismarck, et cela très sincèrement pour l'amener à conserver ses fonctions.

Quant à M<sup>r</sup> de Marschall, il est représenté comme un viveur et un faiseur de dettes, sans connaissances & sans portée d'esprit. C'est, paraît-il, avec stupéfaction qu'on a appris sa nomination au Foreign-Office - la poste aurait d'ailleurs été offerte à plusieurs personnes, & M<sup>r</sup> de Münter a été ici à un tiers (qui m'a rapporté) l'avoir refusé en invoquant son âge.

En ce qui concerne l'état d'esprit de l'ancien Chancelier, le prince de Galles a confirmé de tous points ce que M<sup>r</sup> Roth vous écrit, à savoir qu'il est furieux & que ses amis se donnent beaucoup de mal pour l'empêcher de donner une expression publique à ses sentiments. Le prince de Galles a raconté et confirmé notamment que le prince Bismarck a dit à l'Empereur: "Votre Majesté méfait Marichal alors que je ne puis pas commander trois hommes; M<sup>r</sup> de Caprivi fera très bien; il peut commander trois hommes."

L'impression d'ensemble rapportée de Berlin serait que les socialistes ne sont nullement apaisés, que les patrons sont inquiets, et que le monde politique se demande ce qu'on fera le 6 Mai devant le



Reichstag, pour obtenir le vote d'importants crédits militaires, alors qu'on n'a pas de majorité.

En ce qui concerne la politique extérieure, on n'a à Londres aucune inquiétude immédiate, mais on éprouve de l'inquiétude pour l'avenir en ce sens que M. de Bismarck savait, avec une habileté consommée, "maintenir l'afriette en équilibre sur le bout de son doigt, en le déplaçant légèrement du côté de la Bulgarie lorsqu'il le fallait, ou du côté de la Serbie lorsque l'afriette penchait trop à l'Est". On se dit que l'Empereur, secondé comme il pourra l'être par M. de Marschall, sera amené trop tôt à prononcer des paroles plus ou moins irrévocables & n'a pas autour de lui des gens capables de faire le triage entre ce qui est important & ce qui ne l'est pas. Que Guillaume II désire la paix, personne n'en doute à Londres, mais qu'il soit moins bien outillé qu'auparavant pour en assurer le maintien, on n'en doute pas non plus.

L'incident serbo-bulgarie dont vous entretenait ma dernière lettre politique a pris fin par le rappel de l'agent officieux que le prince Ferdinand entretenait à Belgrade; et agant lui-même d'ailleurs



personnellement à désirer. — L'affaire ne devrait pas devoir aller au delà de cette suspension des relations diplomatiques (officielles).

Quant à l'affaire du complot Saraitza en Bulgarie, il paraît qu'à Londres, on a appris la complicité de nombreux agents panslavistes russes, sans d'ailleurs qu'on puisse faire remonter cette complicité au czar & à son gouvernement; c'est de la propagande du parti panslaviste.

---

Il y a quelques jours j'ai eu la visite de mon ami M. Paul Laboulaye, qui vient de regagner son poste à Pétersbourg, après un triste longé passé à Paris au lit de mort de sa femme. M. et Mme de Laboulaye ont été la première famille française qui m'ait accueilli à mon arrivée ici il y a plus de vingt ans & j'en ai toujours gardé une grande reconnaissance. — M. de Laboulaye considère Alexandre III comme un homme d'une forte d'esprit considérable, bien que cet esprit se contente d'un certain nombre d'idées très simples. Il a le sentiment très élevé de sa mission & se considère comme l'arbitre de la paix. Il a su vaincre jusqu'à son amour-propre dans l'affaire de Bulgarie & M. de Laboulaye a la conviction que ce souverain jouera avec persévérance et après de suite son rôle de pondérateur & de modérateur. — L'ambassadeur de France a



ajoute' que, dans son opinion personnelle, la creation d'une Legation de Suisse  
 a' Petersbourg serait favorablement accueillie par le Czar qui, l'an  
 dernier, a certainement rendu de voulu rendre un service a' la Suisse". -  
 Selon M<sup>r</sup> Laboulaye, tout Etat qui n'a pas un Ministre comme du Czar,  
 que le Souverain peut voir en chair et en os, est un pays a' peu pres  
 non-existant; il est convaincu que si la Suisse a' la neutralite' devenait  
 jamais ete' l'objet d'une conversation europeenne, le fait d'avoir a'  
 Petersbourg un Ministre comme du Czar aurait une portee considerable;  
 M<sup>r</sup> Laboulaye a' d'ine' une fois chez le Consul de France avec notre Consul  
 general M<sup>r</sup> Dupont, qui est fort estime' dans le monde des affaires, mais  
 qui serait totalement ignare du monde de la Cour qui fait la politique.  
 Quant a' la depense, M<sup>r</sup> Laboulaye l'evalue a' 60.000 fr. pour mettre  
 un Ministre de Suisse sur le pied des Ministres de Suisse, des Pays Bas ou  
 de Belgique; le Ministre de Portugal n'a que 40.000 fr.

Encore une fois, je ne puis accepter de responsabilit'e quant a'  
 l'exactitude des informations de source anglaise relatives plus haut;  
 je les reproduis fidelement parce qu'elles peuvent avoir une portee  
 comme indice de la maniere dont le Cabinet Britannique a' accueilli  
 les changements survenus a' Berlin, ou tout au moins de la maniere  
 dont on pense autour de la Souveraine anglaise.

agney

agré, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de  
ma haute considération.

Lardy  
+

*[Faint, illegible handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]*